

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-dessous les réponses de la société **O-I France SAS** à la consultation de la CRE N°2019-006 concernant le Tarif d'Utilisation des Réseaux de Transport de Gaz Naturel de **GRT-Gaz et Terega**

Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?
Oui.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?
Oui.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?
Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

La « compensation stockage » ne faisant évidemment pas partie de « transmission services » (au sens du code de réseau Tarif), elle ne peut être ici classée qu'en « non-transmission services » ou « service annexe ». Ceci dit, si on s'en tient à la définition par le code de réseau Tarif de ces « services annexes » (rappelée au 1er alinéa du § 2.1.2.1 page 17/44), on ne s'y retrouve pas pour le « terme tarifaire stockage » en ce qui concerne notamment :

- **le reflet des coûts** qui devrait normalement être couvert par le produit des enchères, or ce n'est pas du tout le cas du fait notamment de prix de réserve à zéro... ce qui rend l'impact très important pour les consommateurs.
- **la non-discrimination** : on ne peut asseoir la compensation stockage sur une formule de « modulation » unique pour des consommateurs protégés et des consommateurs qui ne le sont pas (puisque ces derniers seront délestés pour protéger les précédents).
- **Objectivité des tarifs de « services annexes »** : ce n'est pas le cas pour la « compensation stockage » puisque son coût est induit par les prix de réserve nuls des enchères, ...ce qui fait que finalement le terme de compensation stockage représente ~75% des coûts opérationnels des opérateurs de stockage.
- **Maîtrise des coûts** : le schéma précédent (système des obligations qui responsabilisait directement les opérateurs de stockage) garantissait la maîtrise des coûts de stockage, ces derniers pouvant ne pas être souscrits en totalité si les coûts étaient trop élevés par rapport à des offres concurrentes. Le schéma actuel ne garantit aucunement la maîtrise des coûts et déresponsabilise les acteurs en particulier les traders qui acquièrent des capacités de stockage à coût quasi nul au frais du consommateur français.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?
Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?
Oui.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?
Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

Oui.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

O-I France SAS est favorable au rabais de 50% envisagé par la CRE pour les capacités d'entrée (représentatif de la réalité).

Par contre, pour les points de sortie (dont les taux d'interruption constatés sont en gros d'un niveau inférieur ou égal à 15%), il ne nous semble par logique d'appliquer un abattement de 25% : **c'est 15% qu'il faut retenir dans la situation actuelle.**

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

O-I France SAS est favorable à la position envisagée par la CRE, à savoir un apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires.

Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Avec la réduction anticipée des consommations de gaz naturel en France, notamment au niveau des industriels (au-delà des ajustements récents induits par des conversions du fuel au gaz), la France va devenir progressivement un pays de transit. A ce titre, il apparaît normal de plutôt répercuter les augmentations induites sur les tarifs d'entrées.

Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Position réservée de **O-I France SAS**, à l'instar de la CRE. Si l'objectif de liquidité du PEG apparaît favorisé par la proposition apparaissant a priori intéressante de GRTgaz, nous ne disposons pas des éléments pour mesurer si ces transferts de réservations annuelles/trimestrielles/mensuelles auront des conséquences néfastes en matière de revenus du GRT.

Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

Oui.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

Oui.

Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

O-I France SAS est favorable à l'offre de pooling aux PITTM dans la mesure où, d'une part cela ne peut que rapporter un revenu supplémentaire à GRTgaz, et d'autre part cela ne peut qu'être positif pour le niveau du PEG via la flexibilité ainsi apportée.

Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

O-I France SAS est favorable à la baisse des coefficients mensuels de Janvier et Février comme proposé par GRTgaz et validé par la CRE. Une simultanéité d'application devra être assurée avec la Distribution.

Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Oui.

Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Oui.

Au-delà de la question posée, il nous semblerait légitime que les revenus issus des dépassements de consommations bénéficient aux tarifs « aval » plutôt qu'aux tarifs « amont ».

Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en œuvre de l'interruptibilité ?

Compte-tenu des éléments d'analyse apportés par la CRE, **O-I France SAS** est favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court.

Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

Oui.

Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui.

Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en œuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

La position de **O-I France SAS** est de demander que l'ensemble des consommateurs industriels (au-delà d'une consommation annuelle minimale) soient de facto exemptés du terme de compensation stockage, sans distinction entre Distribution et Transport car ne contribuant aucunement au besoin de stockage.

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de bio méthane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Oui.

Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATRT7 ?

/

Sincères salutations.

Etienne Lobert

France Senior Purchaser (CAPEX, Energy, Industrial Services)

O-I France SAS

64 bd du 11 novembre 1918 – BP 91228

69611 Villeurbanne cedex – France

+33 (0)4 26 68 65 12 tel - +33 (0)6 17 32 36 52 cell

Etienne.lobert@eu.o-i.com

www.o-i.com

OI : LE VERRE AUTHENTIQUE, PUR, MYTHIQUE